

Le président du Pérou garantit la sécurité juridique des investissements

Image not found or type unknown

Lima, 25 novembre (RHC) Le président péruvien, Pedro Castillo, a garanti aujourd'hui la sécurité juridique et des règles claires aux investissements, en faisant apparemment allusion à la fermeture projetée de quatre mines de capitaux transnationaux en raison du rejet social des pratiques portant atteinte à l'environnement.

Dans son discours lors d'un événement sur les micro et petites entreprises, le président a annoncé l'ouverture du pays à de grands investissements dans les secteurs de l'agriculture, des mines et des infrastructures.

"Il n'y aura pas de décisions arbitraires ou unilatérales et nous réaffirmons notre volonté de maintenir le dialogue avec les milieux d'affaires et les communautés", a-t-il déclaré.

Il a ainsi évoqué les discussions avec des corporations d'entreprises sur un accord signé par la Première ministre, Mirtha Vásquez, avec des communautés paysannes de trois provinces andines qui protestent contre quatre mines qui, opérant dans des bassins hydrographiques, polluent les sources d'eau.

Vasquez s'est engagé à maintenir les programmes de fermeture des mines, sans leur accorder de nouvelles extensions, et aujourd'hui encore, elle a déclaré que le Gouvernement respectait l'état de droit, démentant les accusations des entreprises à ce sujet.

"Nous confirmons ce que nous avons soutenu : le gouvernement respecte l'état de droit, il n'y a pas de violation de la sécurité juridique ni de fermetures unilatérales», a-t-il déclaré.

Elle a ajouté que l'État assumait la responsabilité de contrôler les processus de fermeture des mines et le contrôle de l'environnement conformément à la législation en vigueur.

Elle s'est référée à un communiqué similaire de la présidence du Conseil des ministres sur le dialogue ouvert avec la Société des entreprises des mines, du pétrole et de l'énergie.

Le communiqué indique que les entreprises en cours d'exploitation, qui prétendent avoir le droit de continuer à opérer si elles trouvent de nouveaux gisements, peuvent en faire la demande auprès des autorités, qui les examineront conformément aux normes établies.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/278195-le-president-du-perou-garantit-la-securite-juridique-des-investissements>



Radio Habana Cuba